



ÉCONOMIE



UKRAINE

LA GUERRE ÉCONOMIQUE AURA-T-ELLE LIEU ?

Des intérêts vitaux sont au cœur de la négociation engagée entre la Russie et l'Occident pour tenter de sortir de l'impasse ukrainienne. Explications

PAR NATACHA TATU

Un tiers du gaz consommé en Europe vient de la Russie, qui est aussi le deuxième producteur mondial de pétrole (photomontage)



A

près le bruit des bottes, le cliquetis des calculatrices. Souvenez-vous : il y a une semaine encore, c'était le retour de la guerre froide ! Vladimir Poutine était éjecté du G8. Barack Obama et les présidents du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et de la Commission, José Manuel Barroso, martelaient leur détermination à punir la Russie pour s'être rattaché la Crimée. On allait voir ce qu'on allait voir, sanctions économiques à l'appui. Aucun secteur ne serait épargné, juraient-ils, tandis que Vladimir Poutine affichait une totale indifférence face à ces menaces. Alors ? Alors, après cette démonstration de force, les uns et les autres ont fait leurs comptes, et décidé qu'il était temps de calmer le jeu. Barack Obama a appelé Vladimir Poutine. Dimanche dernier à Paris, le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov se retrouvaient à l'ambassade de Russie pour tenter de trouver une issue à la crise. Certes, après ces quatre heures de discussion, il reste de sérieux points de divergence. Sergueï Lavrov défend toujours une solution « fédérale » en Ukraine, les Américains exigent le retrait des troupes russes massées à la frontière. Mais le bras de fer est – pour l'instant – terminé.

L'Union européenne a beau y jouer les utilités, elle croise les doigts pour qu'une solution soit trouvée. Car chacun sait qu'en cas d'escalade, il n'y aura que des perdants. Voici pourquoi...

Les investisseurs paniquent

Selon German Gref, le directeur général de Sberbank, la première banque du pays, 35 milliards de dollars (25,3 milliards d'euros) de capitaux ont été retirés de Russie sur les deux premiers mois de l'année. Andreï Klepatch, le vice-ministre russe de l'Economie, lui, évoque carrément une manne comprise entre 65 et 70 milliards de dollars au total. « Il faut prendre ces chiffres qui ne reposent sur rien de tangible avec prudence », rappelle François Faure, analyste du « risque pays » chez BNP Paribas. Seule certitude : les investisseurs s'affolent. Echaudées, les multinationales craignent que le Kremlin ne gèle les mouvements de capitaux pour répliquer aux sanctions occidentales. Du coup, les financiers redoutent un effondrement du rouble, et liquident leurs positions tandis que les grandes fortunes russes, éternelles championnes de la fuite de capitaux, se mettent à l'abri... Tous les acteurs de cette partie de poker se méfient des réactions, souvent imprévisibles, du Kremlin. Dans un pays qui souffre depuis plusieurs années d'une crise de confiance, le phénomène n'est pas nouveau. L'an passé déjà, 63 milliards de dollars avaient quitté le pays, entraînant une forte dépréciation du rouble. « Il y a une détérioration évidente du climat des affaires », constate l'économiste Alexandre Kateb, qui dirige la société de conseil Compétence Finance. La crise ukrainienne a causé une hémorragie qui pourrait dépasser les 100 milliards de dollars pour 2014, mettant en lumière toutes les fragilités de l'économie russe. Après des années de forte croissance dopée par la flambée des matières premières, elle stagne depuis 2012. « On est à la fin d'un cycle, affirme Thomas Gomart, directeur du développement stratégique à l'Institut français des Relations internationales (Ifri). Le modèle économique basé sur la vente d'hydrocarbures a permis à la Russie de se doter d'un fond de stabilité et de se constituer d'importantes réserves de change ; en même temps, il y a eu une absence d'investissement chronique dans l'appareil productif, dont la

Russie paie aujourd'hui le prix. » Avec la crise, les ventes de gaz et de pétrole patinent. Résultat : tandis que l'inflation repart à la hausse, tous les moteurs de l'économie russe tournent au ralenti. L'investissement est au point mort. « On a aujourd'hui un risque de stagflation », constate Alexandre Kateb. Après 1,3% de croissance en 2013, les prévisions viennent d'être revues à la baisse, à moins de 1% pour 2014. Et encore, ce pourrait être un moindre mal.

Si la Russie chute, le monde plonge

Deux scénarios sont aujourd'hui possibles. Le moins catastrophique ? La tension retombe, les investisseurs reprennent confiance, les capitaux cessent de s'enfuir. Certes, l'économie russe ralentirait mais, avec 500 milliards de dollars de réserves de change, et une dette qui ne représente que 13% du PIB, Moscou aurait encore les moyens de soutenir son économie. La récession serait évitée. Le scénario du pire ? Une panique des investisseurs entraînant une dégringolade du rouble, et une hémorragie de capitaux pouvant atteindre les 150 milliards de dollars d'après les calculs de la Banque mondiale. L'effondrement de l'économie, de l'ordre de -2% pour les deux prochaines années, est alors inévitable. Mais la tornade n'épargnerait pas l'Europe. Certes, au total, la Russie ne représente que 5% de ses exportations. Mais certains pays et certains secteurs seraient touchés de plein fouet. Les patrons allemands par exemple, qui, depuis le début de la crise, ne cessent de tirer la sonnette d'alarme. « L'essentiel, c'est de gagner du temps et de s'abstenir de lancer d'emblée les missiles des sanctions », a déclaré le président de la fédération allemande des exportateurs, tandis que Jürgen Fischen, le président de la fédération des banques privées allemandes, appelait à « éviter absolument le retour de la guerre froide ». En Grande-Bretagne, l'idée de faire fuir les oligarques russes vers Singapour en décidant de geler leurs actifs en guise de sanctions terrorise la City. De leur côté, les entreprises françaises, qui exportent pour un peu moins de 8 milliards d'euros en Russie et ont investi pour une dizaine de milliards, comptent quelques belles réussites dans l'automobile, le luxe, la

parfumerie, la distribution ou encore l'agroalimentaire. Elles auraient tout à perdre à une baisse de la consommation en Russie. Sans oublier les banques, Société générale, via sa filiale Rosbank, et, dans une moindre mesure, BNP Paribas, parmi les plus exposées au risque russe devant les autres banques européennes ou américaines.

Des sanctions contre-productives

En représailles, les Etats-Unis et l'Union européenne ont gelé les avoirs d'une vingtaine de hauts responsables russes et ukrainiens. Tandis que la Russie massait des troupes à la frontière ukrainienne, les dirigeants du G7 réunis à La Haye prévenaient qu'en cas d'escalade, des mesures plus importantes seraient prises, touchant l'armement, l'énergie et la finance. Mais personne n'y croit : « Qui y aurait intérêt, tant les économies sont interdépendantes ? analyse Alexandre Kateb. C'est une sorte d'épouvantail de la guerre froide, ressuscité par le Congrès américain, fondamentalement anti-russe. » Pour l'instant, l'impact économique est nul. Mais l'effet psychologique de ces menaces pourrait bien, lui, être dévastateur... Un projet de loi est actuellement à l'étude au Kremlin : toute personne victime de sanctions occidentales pourrait bénéficier du soutien du budget fédéral. « Il y a une préparation psychologique aux sanctions, qui pourrait se traduire par des réflexes autarciques », ajoute Thomas Gomart. Selon cet expert de la Russie, « on assiste à un repli psychologique et identitaire sur le "Rousskii Mir", "le monde russe", au moment même où la Russie commençait à s'intégrer dans la mondialisation ». Laissée en marge des grands accords de libre-échange Union européenne-Etats-Unis (TTIP) et Etats-Unis-Pacifique (TPP) qui se négocient actuellement, la Russie avait déjà le sentiment de rester « sur le sable ». La marginaliser un peu plus, c'est prendre le risque de déplacer le centre de gravité du pays vers l'Asie et pousser les Russes à multiplier les partenariats économiques avec la Chine et l'Inde. Un gazoduc vers l'Asie n'est-il pas déjà en passe d'être achevé ? « Moscou raisonne plus en termes géostratégiques qu'économiques », insiste Thomas Gomart. Avec tous les risques que cela comporte...



Un tiers du gaz consommé en Europe vient de Russie. Certes, grâce au nucléaire, la France, qui ne dépend que pour 10% des importations russes, est relativement protégée, mais dans certains pays comme l'Allemagne, qui ont renoncé au nucléaire, et assurent leur transition énergétique avec le gaz et le charbon russes, la dépendance grimpe à 40%. Et jusqu'à 100% en Pologne.

Menace sur les robinets de gaz

Le besoin en pétrole russe n'est guère moindre : avec 5 millions de barils par jour qui partent à destination de l'Europe, la Russie reste le deuxième producteur mondial d'or noir. Comment imaginer qu'elle se prive volontairement de cette manne ? Et que l'Europe renonce à cet approvisionnement ? Certes, depuis la crise de 2009, la demande mondiale de gaz est moins forte. Le boom du gaz et du pétrole de schiste aux Etats-Unis a changé la donne. Il n'empêche. « Si l'hiver est froid en Europe, la Russie est le seul pays capable de répondre à la demande, rappelle Catherine Locatelli, chargée de recherche au CNRS. Il est impensable de se priver de cette fourniture, encore moins sur le long terme. »

Pour l'instant, pas de panique : après un hiver plutôt doux sur le Vieux Continent, les stocks sont pleins. Mais demain ? Le gaz reste un produit volatil difficile à manier. Malgré la mise en service du gazoduc North Stream, qui contourne l'Ukraine en passant par l'Allemagne et la Biélorussie, 60% du gaz russe transite encore par l'Ukraine. Gazprom a menacé de lui couper le robinet. Mais il est peu probable que la Russie veuille se priver de cet apport massif de devises. De son côté, l'Ukraine fera tout pour continuer à bénéficier des droits de transit.

Entretien à Paris, le 30 mars, entre le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le secrétaire d'Etat américain, John Kerry

Qui veut payer pour l'Ukraine ?

Si l'économie russe est en berne, l'Ukraine, elle, est carrément à genoux. Les caisses sont vides, les retraites, misérables, le modèle industriel est en panne, les besoins de financement des entreprises sont colossaux tandis que la corruption gangrène tous les rouages du système. Pas étonnant que les habitants de Crimée considèrent la Russie comme un eldorado. Une nouvelle récession de 3% est attendue cette année. « C'est le trou noir », résume Thomas Gomart. L'essentiel de l'économie ukrainienne dépend toujours de la Russie, qui reste son premier client. A qui va-t-elle désormais vendre sa production de machines-outils ? Tourner le dos aux débouchés russes est un non-sens. Quant à l'équation énergétique, elle promet d'être une sacrée épine dans le pied du nouveau gouvernement de Kiev. « C'est un pays très gourmand en gaz : chauffage, ménage, industrie, tout tourne au gaz, avec une très faible intensité énergétique, rappelle Jean-Marie Chevalier, professeur à Dauphine. Jusqu'à présent, la Russie était son unique fournisseur, à un prix d'environ 30% à 40% inférieur à celui du marché. Ces prix d'amis étaient une forme de rémunération de la présence russe à Sébastopol. »

Qui va désormais payer la facture énergétique d'un pays qui a déjà une dette de 10 milliards vis-à-vis de la Russie ? Si demain la Russie contourne l'Ukraine, celle-ci perdra à la fois la fourniture en gaz et les droits de transit. « Les démocrates ukrainiens ont sous-estimé le poids du gaz russe dans l'économie ukrainienne, affirme Catherine Locatelli. Le pays va avoir de 7 à 10 milliard de dollars à trouver pour payer sa facture de gaz, en plus de tous les autres problèmes... » Le FMI vient d'annoncer vouloir débloquer 14 à 18 milliards de dollars pour aider l'Ukraine à éviter la faillite. La Banque mondiale et l'Europe prendront elles aussi une part du fardeau. Mais ce n'est pas un cadeau ! L'Ukraine va devoir entreprendre les réformes attendues, engager la lutte contre la corruption, instaurer un gel des salaires et des retraites des fonctionnaires – déjà misérables – et une hausse des prix du gaz. Bref, en Ukraine, la sortie de crise sera économique ou ne sera pas... ■